

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2421>



Cécile Ropiteaux sur les droits des femmes

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Septembre 2017 -



Date de mise en ligne : lundi 25 septembre 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

L'égalité grande cause nationale ?!

Le candidat Macron avait promis de faire de l'égalité femmes-hommes la grande cause nationale du quinquennat. Comme il avait promis de nommer une première ministre...

En juillet ont été annoncées des coupes budgétaires : concernant les droits des femmes, elles s'élèvent à 25 % du budget, qui est déjà le plus faible de l'État (27 millions, quand celui des armées dépasse les 30 milliards).

Les conséquences de ces coupes seront dramatiques : les associations d'aide aux femmes, qui remplissent souvent des missions de service public, voient leurs subventions annulées ou gelées, ce qui compromet leur existence, et met les femmes victimes de violences en danger...

Sur le terrain social, les régressions se multiplient : la non-reconduction de dizaines de milliers de contrats aidés, comme la suppression annoncée de 120 000 postes de fonctionnaires, vont impacter des secteurs où les femmes sont majoritaires.

Concernant la nouvelle loi travail, les droits des femmes passent (aussi) à la trappe, comme le dénonce une tribune féministe qui a connu un écho médiatique certain. Les salarié-es les plus touché-es par la réforme sont ceux en CDD ou travaillant dans des petites entreprises, deux catégories où les femmes sont surreprésentées. Les négociations sur l'égalité salariale, la lutte contre les discriminations et le harcèlement, les droits familiaux risquent fort d'être remis en cause par les accords d'entreprise.

C'est sans doute pour faire diversion que la secrétaire d'État Marlène Schiappa a choisi le 12 septembre pour annoncer que la **PMA**, autre promesse électorale, allait être **autorisée pour les lesbiennes et les femmes célibataires**.

Ce qui a aussitôt déclenché une tribune sur la « PMA sans père » **de la part de La Manif Pour Tous**, ces gens qui ont l'esprit trop étroit et le cœur trop petit pour concevoir que les familles sont une réalité plurielle. Ne leur en déplaise, les enfants élevés par deux mamans ou deux papas grandissent tout aussi bien que les autres, plusieurs études le mettent en évidence. Mais quel besoin avait Schiappa de réveiller LMPT plusieurs mois avant les débats prévus ? Pour leur laisser le temps de se remobiliser ?

Le collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire devait être reçu en audience au cabinet de Mme Schiappa le 18 septembre. Cette audience a été annulée le 15, compte tenu d'une réunion d'urgence. A n'en pas douter, elle doit s'employer à éteindre le feu qu'elle a elle-même allumé. D'ailleurs la secrétaire d'état a rétro-pédalé dès la fin de semaine, visiblement peu soutenue par le gouvernement. Rappelons l'opposition au mariage pour toutes et tous, par exemple, de Darmanin ou Collomb.

De nouveau, le gouvernement préfère écouter les réactionnaires plutôt que les acteurs et actrices de terrain qui luttent au quotidien contre le sexisme et les LGBTphobies. De nouveau les pro et les anti-égalité vont être renvoyés dos à dos... comme s'il y avait deux idéologies qui se vaudraient. Le ferait-on de la même façon avec les racistes et les anti-racistes ?

En matière d'éducation, les liens entre Blanquer et des organisations comme Sens commun ou SOS éducation laissent présager de nouvelles offensives contre l'éducation à l'égalité et à la sexualité.

Souvenons-nous que dans sa stratégie électorale, Macron avait tendu la main aux « humilié-es de La Manif Pour tous » ! Humilié-es ?? Et même si c'était le cas, qu'est-ce que ça pèse face aux souffrances des jeunes qui sont harcelé-es ou violenté-es en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, face à leurs suicides ?! Et prête-t-il la même oreille attentive à celles et ceux qui s'expriment dans la rue contre la loi « travail » ?

C'est aussi pour faire nombre face à ces réactionnaires qui veulent restreindre les droits des femmes que je vous invite de nouveau à signer et faire signer massivement la pétition pour le droit à l'avortement partout en Europe et à participer aux manifestations.

Malgré quelques déclarations prétendument féministes, ce gouvernement se préoccupe bien peu des droits des femmes. Et si sa secrétaire d'État peut sembler sincère, elle incarne un féminisme bourgeois et essentialisant, préoccupée surtout par la situation des mères, cadres ou entrepreneures.

Nous devons donc nous préparer à renforcer nos actions et nos mobilisations pour les droits des femmes, pour l'égalité, et plus largement pour les droits et libertés.